

"Il faut travailler avec les quatre partis"

► Marie-Dominique Simonet croit fermement au consensus liégeois.

► L'action de la ministre? Notamment la création de spin-out pour appliquer les innovations "dormantes".

► On gagnerait à s'inspirer de certaines régions allemandes.

ENTRETIEN
PAUL VAUTE

Depuis qu'elle est devenue ministre en juillet dernier, Marie-Dominique Simonet (CDH) a été placée sous les feux des projecteurs plus souvent qu'à son tour. Native de Chaudfontaine et juriste de formation, elle est en charge de la Recherche et des Relations extérieures à la Région wallonne et à la Communauté française, ainsi que des Technologies nouvelles dans le premier gouvernement et de l'Enseignement supérieur dans le second. Avant d'entrer en politique par la grande porte, elle fut directrice générale du Port autonome de Liège, où sa succession est toujours ouverte. Autant de bonnes raisons de s'intéresser à sa vision d'avenir du bassin liégeois.

A-t-on préparé comme il le fallait l'échéance de la fin de la phase à chaud à Cockerill? Et dans la négative, que faire?

On peut effectivement se dire qu'on aurait pu faire autrement. Mais je ne suis pas quelqu'un qui regarde en arrière

pour laisser tomber les bras. Je suis venue en politique convaincue qu'on peut toujours faire davantage. Il faut travailler dès à présent, ensemble avec les quatre partis démocratiques. Je suis prête, volontaire et je souhaite que les outils soient actifs.

Actif, le Groupement de redéploiement économique (GRE) ne l'est guère...

C'est un peu long, sans doute, mais en ce qui me concerne, je

n'ai pas attendu pour agir dans les compétences qui sont les miennes. C'est ainsi que nous avons lancé les "spin-out". A côté des spin-off qui permettent de passer de la recherche scientifique à la commercialisation, on s'est rendu compte que dans nos entreprises, il y a des innovations qui dorment parfois dans les tiroirs, qu'on ne commercialise pas pour des raisons budgétaires, alors qu'elles sont parfois plus abouties que celles des

universités. IBA, par exemple, consacre 15 pc de son chiffre d'affaires à la recherche mais doit refuser quatre innovations sur cinq. Les spin-out permettent d'appliquer de telles innovations et j'ai libéré pour elles une première tranche de 1,65 million d'euros.

Alors que les centres de décision économiques s'éloignent, n'a-t-on pas tendance à trop attendre du politique?

Le politique a un rôle de proximité à l'heure de la mondialisation. Il ne faut pas attendre de lui des miracles mais c'est lui qui peut traduire les aspirations et on doit en tenir compte. Arcelor continue de dire que la Région wallonne est un de ses partenaires.

Vous n'êtes pas favorable à l'abandon par la Région wallonne de sa participation à Arcelor?

Tout se discute. Je n'ai pas de tabou.

Mais la Région aurait-elle encore une influence sur Arcelor dans ce cas?

C'est indépendant. Une entreprise, quand elle est mondiale, doit quand même avoir des points d'appui.

A supposer qu'on soit engagé dans un cercle vertueux, ne va-t-on pas mettre trop de temps à rattraper les régions voisines, la Flandre en particulier?

Se comparer à la Flandre, c'est naturel mais c'est se comparer à une des régions les plus riches d'Europe et même du monde. Seulement, c'est aussi une région où 20 pc des voix vont au Vlaams Belang... En termes de relations internationales, il serait intéressant de se tourner vers certaines régions d'Allemagne, qui ont connu les mêmes difficultés que nous et qui en sont sorties. ■



Marie-Dominique Simonet: "Il faudra donner dans les prochaines semaines un message clair, avec un échéancier".

"Donner un message clair, avec un échéancier"

► C'est une exigence des prochaines semaines pour la ministre Simonet, qui annonce aussi des arbitrages difficiles.

Plus de 60 pc des chefs d'entreprise pensent, comme Alain Destexhe, que la Wallonie est toujours en déclin économique. Que vous inspire un tel diagnostic?

J'arrive dans une histoire qui s'écrit mais il me semble qu'il y a eu du bon travail accompli par le gouvernement précédent. Ce travail est à poursuivre. Il y a des professeurs d'université qui ont nuancé les propos de M. Destexhe. Le Contrat d'avenir renouvelé de la Région permet la mise en place de partenariats réels avec les Universités, l'Union wallonne des entreprises, le Conseil économique et social de la Région wallonne... Les politiques peuvent fédérer, générer des mouvements. Chacun a sa part à

jouer et les petites choses peuvent faire bouler de neige.

Parmi les scénarios pessimistes ou optimistes du groupe de réflexion "Liège 2020", y en a-t-il un sur lequel vous parlez?

Ce rapport a le mérite d'exister mais certains opérateurs importants, comme le Port, n'y étaient pas. Il n'envisage donc pas tout le paysage. On doit aller vers l'"hirondelle" (l'accord de tous les acteurs sur une stratégie de développement, Ndlr), en sachant qu'il y aura des difficultés, des arbitrages. Il faut tenir compte des caractères fougues à Liège! Et si l'hirondelle se passe bien, le "phénix" (la plus forte croissance, Ndlr) sera peut-être possible.

Parmi nos handicaps, beaucoup mentionnent un état d'esprit qui serait hostile à l'entreprise pour des raisons syndicales, environnementalistes ou encore éthiques, comme on

peut le voir dans le secteur de l'armement.

Je ne crois pas qu'il y ait, plus à Liège qu'ailleurs, une attitude anti-entreprises, au contraire. L'ensemble des acteurs et la population sont plutôt inquiets. Il faudra donner dans les prochaines semaines un message clair, avec un échéancier.

Quel peut-être le rôle de l'Université de Liège? Elle se sent souvent le parent pauvre face à l'ULB et à l'UCL...

Tout le paysage des universités et des hautes écoles est en train de se redessiner de manière volontaire. Les synergies entre académies, entre HEC et ULg... se mettent en place. Elles vont générer une amélioration de l'offre. La collaboration dans le cadre de l'Euregio donne aussi lieu à une série de projets avec les universités, qui débouchent sur des recherches. ■

Demain: Philippe Delaunois.